



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

## **Hors commission - Création de l'Agence de Développement et des Transitions - Statuts - Subvention - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-511 de novembre 2021 et délibération n°M2022-249 de juillet 2022, le Conseil de Métropole a approuvé le positionnement de l'Agence de Développement et des Transitions pour répondre aux grands enjeux du mandat que sont l'emploi et la transition sociétale.

Les crises climatiques, énergétiques, sociales et économiques transforment l'économie mondiale et impactent le développement du territoire. Les modèles d'affaires, les secteurs économiques et l'emploi sont en pleine évolution. Les territoires doivent jouer un rôle stratégique et d'entraînement dans le nouvel écosystème mondial. Face à cette situation d'urgence, la Métropole complète son action globale en faveur de la transition écologique et solidaire en posant un acte fondateur avec la création de l'Agence de Développement et des Transitions qui vient compléter ses nombreuses politiques publiques déjà engagées : mobilités douces et gratuité des transports publics, sobriété énergétique et développement des énergies renouvelables, nouvelle politique agroécologique et alimentaire, préservation des ressources naturelles et notamment de la ressource en eau, lutte contre l'habitat indigne et soutien à la rénovation énergétique des logements, stratégie zéro déchet et économie circulaire, plan climat, santé globale...

L'Agence deviendra la première Agence de Développement et des Transitions en France entièrement dédiée à la transition écologique et solidaire des entreprises avec pour raison d'être d'accompagner les acteurs économiques dans leur croissance durable en visant une performance sociale, environnementale et économique. Sous forme associative, son ambition se caractérise également par une double alliance historique à la hauteur des enjeux actuels : entre collectivités, mais aussi avec les entrepreneurs et acteurs économiques du territoire. Sa gouvernance sera mixte, pilotée conjointement par les entrepreneurs, acteurs économiques du territoire et par les représentants élus des institutions partenaires.

Les membres fondateurs, EPCI et collectivités territoriales de l'Agence sont :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Région Occitanie ;
- La Communauté d'Agglomération Sète Agglopolie, représentée par l'Agence Blue ;
- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, représentée par l'Agence Blue ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or ;
- La Communauté de Communes du Pays de Lunel ;
- La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup ;
- La Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault ;
- La Communauté de Communes du Clermontois ;
- La Communauté de Communes Lodévois et Larzac.

Ainsi, en se fédérant, les dix membres fondateurs de l'Agence permettent d'atteindre une masse économique inédite et déterminante, et de positionner l'aire urbaine de Montpellier à l'échelle internationale : 200 communes, près d'un million d'habitants, 35 000 entreprises et 350 000 emplois. Cette vision novatrice autour des coopérations économiques amplifie tout le potentiel et la capacité de l'aire urbaine à faire naître les talents, à inventer un futur durable pour les générations présentes et à venir.

Par ailleurs, l'accélération de la transition écologique et solidaire est un objectif collectif majeur pour toutes les parties prenantes de cette économie qui doivent s'adapter pour construire des modèles économiques plus vertueux et respectueux de l'environnement, en capacité de lutter contre le dérèglement climatique et les nombreuses crises qui en sont les conséquences. Toutes les entreprises de ces territoires et en particulier les TPE et PME qui représentent plus de 90% du tissu économique ont un rôle primordial à jouer dans cette lutte. L'agence s'engage collectivement à travers ses dispositifs co-construits pour sensibiliser et

accompagner les entreprises dans leur croissance durable et la concrétisation de leur nécessaire transformation. En proposant les services de l'Agence de Développement et des Transitions, la Métropole et ses partenaires souhaitent abaisser le seuil d'accès des entreprises à leur transition tout en favorisant durablement leur croissance économique.

Pour ce faire, 4 axes stratégiques définissent le cadre des missions de l'Agence :

- Coopérer et atteindre une masse économique déterminante pour positionner l'aire urbaine de Montpellier en renforçant l'intelligence collective et les synergies ;
- Favoriser l'essor et l'ancrage des entreprises en misant sur la performance globale et sociétale, facteur déterminant pour toutes les entreprises en développement ;
- Activer et accompagner la transition sociétale favorisant le développement d'entreprises vertueuses et pérennes ;
- Internationaliser le territoire et offrir une attractivité économique renouvelée et singulière, favorisant une identité forte où le futur durable s'entreprend ici.

Les programmes opérationnels de l'Agence s'inscriront en bonne articulation avec les dispositifs existants de la Métropole, de l'Etat et ses agences (ADEME, BPI, Pôle Emploi, Business France), de la Région et son agence Ad'Occ, des services des EPCI partenaires et de leurs agences, des chambres consulaires, des associations et autres parties prenantes.

Conformément au projet de statuts annexés à la présente délibération, il est proposé de créer l'agence sous forme associative.

Il est proposé que la Métropole apporte à l'association, dès sa création, un soutien financier sous forme de subvention d'un montant de 837 000 € sur le budget 2023, sous réserve des inscriptions budgétaires.

L'association aura vocation à accueillir l'ensemble des parties prenantes portant le développement de l'aire urbaine.

L'association est constituée de 4 collèges de membres, de différentes catégories, composant les Assemblées Générales :

- Collège 1, constitué des EPCI et Collectivités Partenaires ;
- Collège 2, constitué des Partenaires socio-économiques et Associations ;
- Collège 3, constitué des Entreprises ;
- Collège 4, constitué des acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Les instances de gouvernance de l'association inscrites dans le projet de statuts sont :

- Un Bureau constitué de représentants élus parmi les administrateurs.
- Un Conseil d'Administration constitué des représentants des différents collèges.
- Une Assemblée Générale avec l'ensemble des membres.

Il est proposé que l'Agence soit domiciliée et hébergée au sein du MIBI, bâtiment à haute performance énergétique et dédié à l'internationalisation des entreprises.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la création de l'association en tant que membre fondateur ;
- D'approuver les termes des statuts de l'association ;
- D'attribuer à l'Agence de Développement et des Transitions une subvention initiale d'un montant de 837 000 €, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-228338-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Statuts Agence finaux.pdf

- Convention Fonctionnement 2023 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.